



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/CODI/5/9
26 avril 2007

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Cinquième réunion du Comité de l'information
pour le développement (CODI V)

Addis-Abeba
29 avril – 4 mai 2007

*Sommet mondial sur la société de l'information: Rapport
présenté à la cinquième session du Comité de l'information pour le
développement (CODI V)*

**Division des technologies de l'information et de la communication, de la science et de la
technologie (DTST)**
Commission économique pour l'Afrique (CEA)

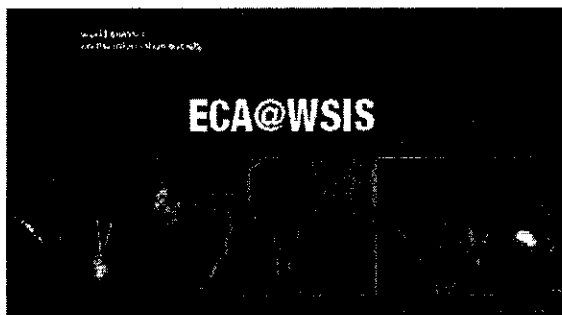


**Sommet mondial sur la société de
l'information**
Genève 2003 – Tunis 2005

Suite donnée au Sommet mondial sur la société de l'information

1. Sommaire

En décembre 2001, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 56/183, par laquelle elle a approuvé la tenue du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Le Sommet a constitué une tribune mondiale qui a permis aux principales parties prenantes- gouvernements, organismes des Nations Unies, secteur privé et société civile- d'élaborer une vision commune de la société de l'information et d'adopter une déclaration et un plan d'action ainsi qu'un programme dont l'objectif est de favoriser l'avènement d'une société de l'information afin de réduire la fracture numérique et de fonder une société de l'information à dimension humaine, n'excluant personne et privilégiant le développement.



Le Sommet s'est tenu en deux phases: d'abord à Genève du 10 au 12 décembre 2003, puis à Tunis du 16 au 18 novembre 2005. La phase de Genève a abouti à l'adoption de la «Déclaration de principes» et du «Plan d'action du SMSI et celle de Tunis à l'adoption de l'Engagement de Tunis et de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information.

Pour coordonner leur participation au processus du SMSI, les pays africains ont tenu deux conférences préparatoires à Bamako et à Accra, qui ont débouché sur la Déclaration de Bamako et le Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir, adopté en septembre 2005, quelques semaines avant la phase de Tunis.

Dans les documents issus des sommets de Genève et de Tunis (<http://www.itu.int/wsis>) et dans le Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir (<http://www.uneca.org/aisi/docs/ARAPKE%20doc1.pdf>), la CEA s'est vu confier diverses tâches, notamment promouvoir et coordonner l'action menée par les pays africains suite au Sommet, et aider les États membres à mettre en œuvre les décisions prises. À cet effet, la Commission a participé à des ateliers ou en a organisé, a coordonné la participation de l'Afrique à de nombreux forums et a dirigé l'établissement de la forme définitive du Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir.

Le présent document rend compte des activités de suivi auxquelles la CEA a été directement associée. On les a regroupées en quatre chapitres:

- Réunions/ateliers sur la gouvernance de l'Internet tenus à Genève, à Athènes, à Addis-Abeba et au Caire;
- Conférence sur l'accès à l'information et au savoir pour promouvoir le développement, tenue à Addis-Abeba;
- Forums de Marrakech et de Tunis;
- Mise en œuvre du Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir.

2. Gouvernance de l'Internet

Suite à l'adoption de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information lors de la seconde phase du SMSI, en décembre 2005, le Secrétariat de l'ONU a mené des consultations en vue de convoquer un Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), comme le lui demandaient les dirigeants du monde. À Tunis, les participants au Sommet ont décidé de maintenir les arrangements qui étaient en place concernant la gouvernance de l'Internet, tout en soulignant que le processus devait être transparent, démocratique et multilatéral, et que devraient y être associés les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les organisations internationales et l'ensemble des parties prenantes. C'est dans ce contexte que de nombreuses consultations et réunions ont été organisées, qui ont débouché sur le premier Forum sur la gouvernance de l'Internet, organisé par le Secrétaire général de l'ONU à Athènes en octobre 2006 (



www.intgovforum.org).

Le mandat du Forum est défini au paragraphe 72 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, adopté à la deuxième phase du SMSI, en décembre 2005.

2.1. Consultations sur la gouvernance de l'Internet, Genève, 15-17 février 2006.

Objectifs des consultations

Ces consultations visaient à rassembler l'ensemble des partenaires pour qu'ils se mettent d'accord sur la nature et les caractéristiques du Forum sur la gouvernance de l'Internet. Les participants ont débattu de ce que devraient être le domaine d'action du FGI, ses thèmes, ses priorités, sa structure et son fonctionnement. Ils ont aussi discuté de la réunion inaugurale et des questions prioritaires à inscrire à l'ordre du jour de cette première réunion.

Contribution de l'Afrique

Seuls quelques pays et deux organisations de la société civile d'Afrique ont participé à ces consultations. Pour pallier la faible participation de l'Afrique, et à la demande du Ghana, qui avait assuré la présidence du Comité ministériel africain sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), la CEA a activement assisté les délégués africains et organisé des consultations en ligne avec les principales parties prenantes pour préparer une contribution au nom du continent.

Conclusions de la présidence

Concluant la manifestation, le Président de la réunion, M. Nitin Desai, a insisté sur la nature multipartite du Forum, confirmée par les consultations. Il a demandé à toutes les parties concernées de présenter davantage de contributions et de faire des propositions écrites sur les questions suivantes: i) Le nom et la composition du groupe multipartite de gestion et ii) Les thèmes prioritaires que le Forum pourrait examiner. Sur la base de ces suggestions, il devait établir

un rapport et des recommandations à l'intention du Secrétaire général pour faciliter la tenue de la Première réunion du Forum.

2.2. Première réunion du Forum sur la gouvernance de l'Internet

Le FGI devait être axé sur le développement et répondre aux préoccupations des pays en développement, à leurs besoins et à leurs attentes.

Thème du premier FGI

Comme décidé à la première phase du Sommet, le premier Forum avait pour thème général: «Gouvernance de l'Internet pour le développement ». Son ordre du jour était structuré autour des grands thèmes suivants: i) Ouverture: liberté d'expression, ii) Libre circulation de l'information, des idées et des connaissances, iii) Sécurité: création d'un climat de confiance par le jeu de collaborations, iv) Diversité: Encouragement du multilinguisme et des contenus locaux, v) Accès: politique et coût de la connectivité.

Objectifs du premier FGI

La réunion visait principalement à favoriser un échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les diverses parties prenantes, afin de faire progresser l'Agenda pour la gouvernance de l'Internet à l'échelle mondiale, le but étant de transmettre des connaissances aux participants, notamment ceux des pays en développement, et d'accroître leurs compétences.

Chaque thème a été confié à un groupe de travail différent. Les groupes ont fonctionné selon une formule interactive novatrice, à savoir que le public présent dans la salle posait des questions et faisait des observations, et qu'il était aussi possible de participer au débat sur l'Internet au moyen de blogs et d'espaces d'échanges d'idées («chat») ou par courrier électronique. Trente-six ateliers avaient également été organisés parallèlement aux principales séances, avec la participation de plus de 1200 personnes.

Réunion du Groupe africain

Le 1^{er} novembre 2006, la CEA a organisé une réunion du Groupe africain sous la présidence du Ministre égyptien de la communication, pour échanger les points de vue sur la gouvernance de l'Internet et examiner la voie à suivre. Il s'agissait surtout d'échanger des idées sur la participation africaine au Forum et sur la contribution possible de la rencontre d'Athènes à l'élaboration de solutions pour l'Afrique.

Les participants ont insisté sur l'importance du Forum pour la gouvernance de l'Internet et sur la nécessité pour l'ensemble des parties prenantes du continent de poursuivre la collaboration, afin d'obtenir une meilleure synergie de leurs actions, et ont souligné le fait que la gouvernance de l'Internet exigeait la participation de tous les acteurs. Ils ont également rappelé le rôle fondamental du Forum lui-même, en ce qu'il représente un nouveau processus de dialogue sur la gouvernance de l'Internet, et souligné que les secteurs du commerce et de l'industrie pouvaient grandement contribuer à faire de l'Internet un puissant outil de transformation des conditions de vie en Afrique. Ils ont aussi estimé que le FGI permettrait d'approfondir la réflexion sur des questions qui ont un

caractère prioritaire pour l'Afrique comme la sécurité, les spams, les points d'échange, la confidentialité, la liberté d'expression, la diversité, l'accès, le multilinguisme, le renforcement des capacités, etc. Ils ont constaté que ces problèmes de gouvernance ne pourraient être résolus que grâce à une coopération multipartite.

À l'issue de la réunion, les participants sont convenus d'établir une feuille de route pour l'Afrique qui dépeindrait la vision du continent sur la gouvernance de l'Internet pour les cinq prochaines années. Il a été décidé à cet effet de créer, à partir de février 2007, un Forum africain sur la gouvernance de l'Internet, qui consisterait à une plate-forme de discussion virtuelle au sein de laquelle seraient échangés des idées et des avis sur la gouvernance de l'Internet. Les conclusions de ce Forum seraient soumises à tous les partenaires et à la conférence ministérielle sur les TIC. La CEA a accepté de mettre en place ce cadre de discussion en ligne.

Le deuxième Forum sur la gouvernance de l'Internet se tiendra au Brésil en 2007, le troisième en Inde en 2008 et le quatrième en Égypte en 2009.

2.3. Stage de formation sur la gouvernance de l'Internet à l'intention des décideurs, africains, Addis-Abeba (Éthiopie).



La méconnaissance des TIC par les décideurs africains est l'un des plus grands obstacles à la participation de l'Afrique à la société mondiale de l'information. L'Afrique a besoin de décideurs au fait des TIC et de leur importance pour le développement et en mesure de forger une politique d'avenir dans ce domaine. Elle peut évoluer dans ce sens en renforçant les capacités des décideurs et des autres parties

prenantes engagées dans le processus de développement social. Il est d'ailleurs essentiel de bâtir des relations durables et mutuellement bénéfiques entre les décideurs et les autres parties prenantes.

C'est pourquoi la CEA, dans le cadre du Compte des Nations Unies pour le développement, a lancé, avec l'appui de la Diplo Foundation of Malta, du Centre canadien de ressources en cyberpolitiques (CCReP) et de l'ICANN, une série de stages de formation sur la gouvernance de l'Internet à l'intention des décideurs africains. Le premier de ces stages a eu lieu à Addis-Abeba, du 2 au 6 juillet 2006.

Objectifs

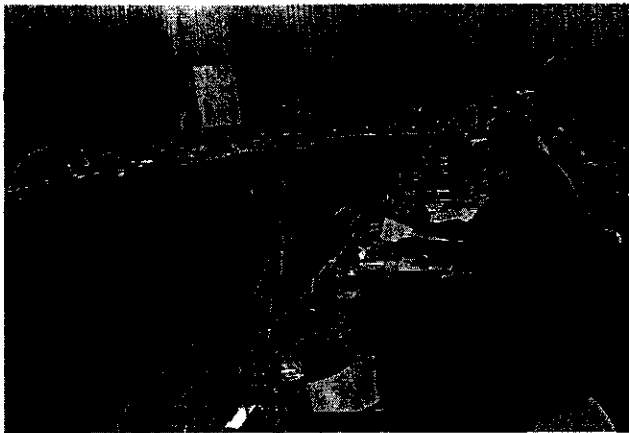
Le stage avait pour principal objectif de renforcer les connaissances de décideurs africains, afin qu'ils puissent participer utilement au débat sur les TIC au service du développement, aux échelons national, régional et international, et notamment apporter une contribution significative au Forum sur la gouvernance de l'Internet.

Résultat escompté du stage de formation

Quarante et un secrétaires permanents, diplomates, directeur et conseillers de 19 pays d'Afrique anglophone ont pris part à ce stage. Le but des formations est de permettre aux décideurs africains d'être plus au fait des questions relatives aux politiques des TIC à tous les niveaux: national, sous régional, régional et international.

Au terme de la formation, les stagiaires ont débattu de la participation de l'Afrique au Forum sur la gouvernance de l'Internet et formulé des recommandations (voir annexe 1).

Cours en ligne à l'intention des décideurs



L'atelier organisé sur place ayant été limité à un petit nombre de décideurs de quelques pays, l'organisation de cours en ligne permettrait de toucher autant de décideurs que nécessaire dans tous les États membres. Un programme de formation en ligne a été mis au point durant le stage, afin de renforcer les capacités des décideurs africains et des autres parties prenantes dans le domaine des politiques et des stratégies de TIC, en particulier la gouvernance de l'Internet. La mise en place du programme s'est poursuivie après le stage. Le

module de formation a été intégré à l'Initiative africaine d'apprentissage électronique du Centre des technologies de l'information pour l'Afrique (CTIA) de la CEA. Ainsi, les intéressés peuvent consulter le manuel électronique depuis le lieu où ils se trouvent (www.epolafrica.org/elearnafrika).

Création d'un forum de discussion en ligne

Un forum de discussion en ligne sur la gouvernance de l'Internet a été mis en place à l'intention des décideurs pour leur permettre d'échanger leurs points de vue sur les activités de formation et de poursuivre les activités entamées durant le stage. L'adresse du forum est la suivante: aisi-ig-l@dgroups.org.

2.4. Réunion préparatoire africaine sur la gouvernance de l'Internet, Le Caire, 18-21 septembre 2006

Suite à une recommandation du stage de formation sur la gouvernance de l'Internet de juillet 2006 à Addis-Abeba, le Gouvernement égyptien et la CEA ont tenu au Caire une Réunion préparatoire africaine sur la gouvernance de l'Internet.

Objectifs

La Réunion, organisée sur le thème «L'Afrique sur le chemin d'Athènes», visait à arrêter les positions des parties prenantes africaines avant le FGI d'Athènes. Plus de 100 responsables

gouvernementaux, représentants du secteur privé, du monde universitaire et des organisations internationales travaillant en Afrique y ont pris part.

Résultats de la Réunion

La Réunion a permis d'insister sur l'importance d'un renforcement des capacités à tous les niveaux et de l'accès de tous à Internet, ainsi que sur l'importance que revêtent la sécurité, la diversité et l'ouverture de l'Internet. Les participants ont recommandé la tenue annuelle d'un Forum africain sur la gouvernance de l'Internet. Ils ont souligné que l'Afrique devait unir ses efforts et coordonner ses positions à tous les niveaux pour faire face aux défis à venir. Ils ont par ailleurs recommandé de créer des équipes de travail nationales et d'intégrer la gouvernance de l'Internet dans les stratégies nationales en matière de TIC. Ils ont aussi adopté un communiqué (voir annexe 2). Pour plus de détails sur la Réunion du Caire voir <http://www.tra.gov.eg>.

3. Conférence sur l'accès à l'information et au savoir au service du développement, Addis-Abeba, 27-30 mars 2006



l'information et du savoir.

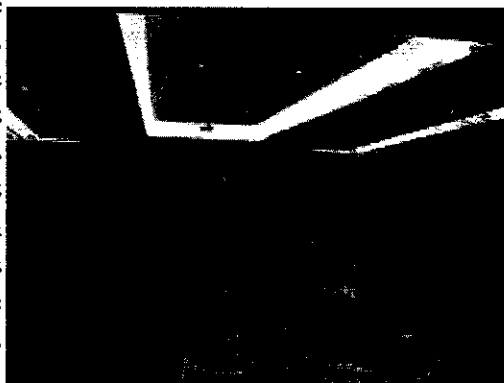
Cette Conférence a été organisée par la CEA, en collaboration avec la section des publications gouvernementales et officielles de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques et du Committee on Free Access to Information and Freedom of Expression (FAIFE), afin de combler le fossé entre les recommandations issues du SMSI et l'état actuel de la préparation des institutions africaines des services de

Objectif

Le principal objectif de la Conférence était de réfléchir à la définition d'un cadre d'action pour la mise en œuvre en Afrique des recommandations du SMSI concernant l'accès à l'information et au savoir au service du développement en Afrique et aux méthodes à appliquer.

Résultat

Plus de 80 bibliothécaires et spécialistes de l'information, dont des responsables de bibliothèques nationales et des présidents d'associations de bibliothèques, représentant 18 pays et 10 organisations régionales, ont pris part à la Conférence. Dix-huit exposés ont été faits, notamment sur les sujets suivants: décisions du SMSI concernant les bibliothèques et l'accès à l'information et au savoir; accès à l'information dans les stratégies de développement; plaidoyer en faveur de politiques et stratégies de l'information efficaces; les bibliothèques africaines comme centres d'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), le contenu local en format physique, numérique, hybride et virtuel; libre accès à l'information de source gouvernementale et



intergouvernementale; et, dépôts légaux numériques et libre accès au contenu électronique. Les résultats suivants ont été obtenus:

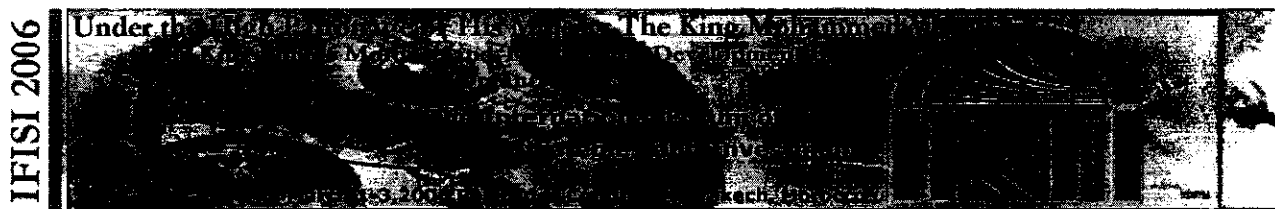
- Conclusion d'un accord sur les éléments pertinents d'un cadre d'action pour les stratégies et activités locales, nationales et panafricaines;
- Établissement d'un modèle de résolution pour présenter les problèmes aux divers échelons politiques nationaux;
- Création d'un réseau d'action dénommé «Access to Information Network - Africa (AINA)».

Conformément aux directives du Sous-Comité du savoir, des bibliothèques et des services d'information pour le développement, les activités susmentionnées compléteront les efforts que la bibliothèque de la CEA déploie déjà dans le cadre du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN).

4. Forums de Marrakech et de Tunis sur la suite donnée au Sommet mondial

Le financement des technologies de l'information et de la communication pour le développement (ICT4D) était l'une des deux principales questions examinées à la deuxième phase du SMSI, et l'accord obtenu sur les mécanismes de financement, sujet de vives controverses lors de la première phase à Genève, l'une des principales réussites du Sommet. Toutefois, s'il était admis que le Fonds de solidarité numérique représentait un mécanisme de financement novateur qui complétait ceux déjà existants, ni les gouvernements ni les autres parties prenantes ne s'étaient engagés à y contribuer. Par ailleurs les chapitres sur les mécanismes de financement comportaient une liste de choix à opérer et d'obstacles à vaincre pour réduire la fracture numérique. Mais on a abouti qu'à des recommandations non assorties d'obligations. À la suite de la deuxième phase du SMSI, les deux réunions ci-après ont été organisées en Afrique pour examiner le financement des cyberstratégies et faire des recommandations.

4.1. Forum international des stratégies et de l'investissement dans les TIC, Marrakech, 1 – 3 mars 2006



Le Forum international des stratégies et de l'investissement dans les TIC, organisé à Marrakech en mars 2006, devrait se tenir tous les ans. Il réunira les promoteurs de projets informatiques envisagés aux niveaux national et local et par des entreprises, ainsi que ceux qui se proposent d'investir dans ces projets et on espère qu'il contribuera à trouver des solutions à leur financement.

Objectifs

Le Forum de 2006 visait à permettre aux pays et aux organisations de présenter des stratégies et plans d'exécution de leurs projets d'investissement en matière des TIC aux différents participants: investisseurs de capitaux à risque, fonds d'investissements privés et autres fournisseurs de capitaux. Il s'agissait également d'offrir aux organisations demandeuses de capitaux et aux éventuels investisseurs la possibilité d'établir des relations. Le Forum constituait aussi un lieu privilégié pour exposer des projets d'investissement dans les TIC.

Le Forum visait particulièrement à:

- Présenter et examiner des monographies mondiales sur les stratégies nationales de TIC, leurs réussites et leurs échecs;
- Créer des partenariats entre les parties prenantes;
- Évaluer le développement de l'industrie des TIC dans des domaines précis;
- Présenter les tendances technologiques actuelles et futures et leur impact sur les stratégies nationales de TIC et arrêter les mesures à prendre pour affiner ces stratégies;
- Définir des politiques et orientations communes;
- Faciliter les activités concernant la création de réseaux d'initiatives d'experts en matière de TIC;
- Présenter les possibilités d'investissement qu'offrent les TIC aux sociétés d'investissement, aux banques, aux investisseurs privés, aux détenteurs de capitaux à risques, etc;
- Enfin, dégager des projets pilotes clefs qui pourraient être financés et commercialisés.



Parmi les participants figuraient des ministres chargés des TIC, des ministres du commerce et de l'industrie, des ministres des affaires étrangères, des présidents de chambres du commerce, des dirigeants d'agences de promotion des investissements, des représentants de haut niveau de l'ONU, de la Banque mondiale et d'organisations nationales et internationales, des coordonnateurs d'incubateurs, et des représentants de parcs scientifiques et technologiques et d'entreprises nouvelles de TIC.

Résultats

Les organisateurs avaient réservé des espaces suffisants et des salles appropriées au Centre de conférences pour faciliter les négociations entre les participants au sujet d'accords de

coopération entre les institutions de financement et les pays ou institutions ayant besoin d'un financement. En outre, durant les séances plénières et parallèles, des exemples de réussite et autres pratiques de référence ont été présentés, pour permettre aux participants de tirer des enseignements de leurs activités respectives et de s'inspirer d'expériences ayant abouti.

Le Forum international des stratégies et de l'investissement dans les TIC a permis aux parties prenantes et aux investisseurs de se rencontrer. Il a facilité les échanges entre les investisseurs potentiels et les bénéficiaires des projets. Ces échanges ont eu lieu sous forme de tables rondes, de groupes d'étude, de discussions informelles et d'expositions sur les projets et les techniques.

Voir sur ce point: <http://www.virtualis-net.com/ifisi/>

4.2. Tunis +1: Investissement dans les TIC en Afrique, Hammamet, 26 et 27 octobre 2006

Le Gouvernement tunisien a organisé, à Hammamet une Conférence intitulée «Tunis +1: Investissement dans les TIC en Afrique».

Objectifs

Cette Conférence avait pour objectif de contribuer au débat sur les politiques et stratégies destinées à drainer des investissements tant étrangers qu'intérieurs vers la promotion de l'économie du savoir en Afrique, un an après le Sommet de Tunis.

Elle a réuni plus de 60 participants, dont cinq ministres, venus de dix pays africains. Par ailleurs des représentants d'organismes régionaux et internationaux, des opérateurs économiques du secteur privé international et des organisations de la société civile y ont pris part.

Résultats

Le forum était axé sur les principaux thèmes suivants:

- Cyberstratégies et développement des TIC en Afrique;
- Créer un environnement favorable au développement des TIC en Afrique;
- Partenariat public-privé;
- Possibilités d'investissement dans les TIC.

Il s'est achevé par une table ronde sur les perspectives de développement des TIC en Afrique.

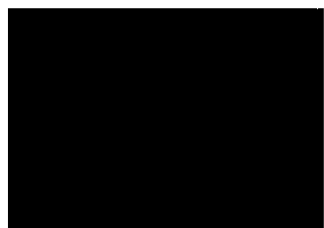
Recommandations

À l'issue du forum, les participants ont adopté un ensemble de recommandations, dont les suivantes:

- Appuyer l'engagement pris par la Tunisie de faire du forum une rencontre périodique au cours de laquelle seraient examinées les diverses questions relatives au développement des TIC en Afrique;
- Promouvoir la coopération interafricaine en vue d'une mise en commun des expériences et créer des synergies dans le domaine des TIC à l'échelle du continent, conformément aux décisions du Sommet mondial à Tunis;
- Mettre en place une stratégie africaine pour sensibiliser la communauté internationale à la nécessité de multiplier les efforts en faveur de l'Afrique et de promouvoir les investissements dans le secteur des TIC;
- Inviter les donateurs à étudier les possibilités d'élaborer des réglementations propres à mieux faire participer les entreprises locales/régionales à la mise en oeuvre des projets qu'elles financent dans les pays africains;
- Promouvoir la coopération Sud-Sud concernant les parcs technologiques ainsi que la mise en commun et la mutualisation de ressources, pour favoriser l'échange d'expériences entre les entreprises et les institutions de recherche des divers pays et pour faciliter la création de parcs technologiques multidimensionnels régionaux.

Le forum a été organisé à point nommé, car le financement de la société de l'information constitue le principal défi des pays africains. De nombreux gouvernements, à la recherche de solutions novatrices, encouragent le secteur privé à investir dans les TIC, en offrant des facilités et en créant une plus grande égalité des chances.

5. Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir



<http://www.uneca.org/aisi/arapke/content/ARAPKE - A Framework for Action - EN.pdf> L'établissement d'un Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir répond à une recommandation de la deuxième Conférence préparatoire régionale africaine du deuxième SMSI, tenue à Accra du 2 au 4 février 2005. Le Sommet de l'Union africaine à Khartoum avait également exhorté le continent à élaborer un plan d'action lié au Sommet mondial. Ces décisions ont poussé la CEA à

entamer l'élaboration d'un plan d'action.

Le Plan d'action repose sur les engagements d'Accra pour Tunis 2005 et sur la vision définie à la fois dans l'Initiative «Société africaine de l'information» et dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), sous la conduite de l'Union africaine. Il était destiné à appliquer les recommandations du Sommet mondial, à savoir instaurer une société de

l'information sur le continent dans les 10 prochaines années. Le but était d'améliorer les conditions de vie des Africains en contribuant à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de ceux du NEPAD.

La CEA a d'abord établi un projet de cadre de Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir, qui avait été examiné à de nombreuses réunions et dans des groupes de réflexion pour solliciter contributions et points de vue de la part des parties prenantes. À la fin de décembre 2005, 89 propositions de projets avaient été envoyées par des parties prenantes africaines et des organisations régionales ou internationales, pour être incluses dans le Plan d'action aux fins de financement.

La Conférence des ministres africains chargés des TIC, tenue au Caire le 20 avril 2006, a décidé de retenir un nombre limité de projets à inscrire au Plan d'action pour les présenter à une conférence de mobilisation de ressources. Suite à cette décision, l'Égypte a organisé deux réunions, en septembre et en novembre 2006, pour arrêter des critères de sélection et de suivi des projets relevant du Plan et pour examiner les diverses propositions de projet. La liste des critères de sélection est jointe à l'annexe 3.

6. Conclusions

Les activités susmentionnées montrent que l'Afrique se mobilise pleinement pour mettre en oeuvre les décisions du Sommet au niveau régional, en particulier en ce qui concerne la gouvernance de l'Internet. Cela s'explique par la complexité du sujet mais aussi par le ferme engagement des dirigeants africains, pris lors des deux phases du Sommet. Certains pays ont, en outre, commencé à mobiliser les acteurs nationaux pour qu'ils créent des forums sur la gouvernance de l'Internet, lesquels devraient être reliés, à l'échelle régionale, au Forum africain sur la gouvernance de l'Internet.

Toujours dans le cadre de la suite donnée au SMSI, la Conférence des ministres africains des TIC, organisée par l'Union africaine, avec l'aide de la CEA et d'autres partenaires, a mis sur pied une structure de la gouvernance visant à instaurer une société de l'information à tous les niveaux, notamment au sein des États membres et des communautés économiques régionales.

Les décisions du SMSI ayant été prises au plus haut niveau politique, CODI devra en mener la mise en oeuvre à l'échelon national et s'engager pleinement dans les activités sous-régionales de suivi des progrès réalisés dans ce domaine.

Annexe I

Stage de formation à la gouvernance de l'Internet à l'intention des décideurs africains

Addis-Abeba
2 – 6 juillet 2006

Recommandations

Nous, participants au stage de formation à la gouvernance de l'Internet, organisé à l'intention des décideurs africains, du 2 au 6 juillet 2006, au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à Addis-Abeba,

Ayant examiné un certain nombre de questions relatives à l'Internet – gouvernance de l'Internet et questions techniques, politiques, sociales et économiques;

Réaffirmons le rôle essentiel que jouent l'Internet et la gouvernance de l'Internet, en particulier en Afrique, dans la création d'un environnement favorable au développement de nos pays et propre à permettre la réalisation des objectifs de développement et en particulier des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD);

Constatons que l'Internet est devenu un instrument de dimension mondiale accessible à l'ensemble du public et que la question de sa gouvernance est un élément central de la société de l'information. L'Internet doit être géré, au niveau international, de façon multilatérale, transparente et démocratique, et les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales doivent être pleinement associés à sa gestion. L'Internet doit être géré de telle sorte qu'une répartition équitable des ressources soit assurée, que tous aient facilement accès à l'Internet, que celui-ci fonctionne de façon stable et sûre et que le multilinguisme soit respectée;

Prenons acte des décisions prises à l'issue des deux phases du Sommet mondial sur la société de l'information et en particulier de la création du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) et du Groupe consultatif sur la gouvernance de l'Internet;

Réaffirmons notre attachement à la mise en application du Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir et d'autres projets et programmes adoptés par les pays d'Afrique concernant la société de l'information;

Notons que jusqu'à présent les pays africains se sont peu engagés dans l'évolution, la gestion et la gouvernance de l'Internet et y ont consacré peu de ressources en particulier par rapport à d'autres régions;

Convenons de souligner l'importance des points suivants:

- *Renforcement des capacités* à tous les niveaux: techniciens, universitaires, professionnels, décideurs, législateurs, entrepreneurs et usagers; il s'agit de mettre à

profit les compétences et les ressources nationales et régionales, et aussi d'encourager les centres de recherche africains à prendre une part active à la réflexion mondiale sur la gouvernance de l'Internet.

- **Accès** sans exclusive à l'Internet grâce à et des mécanismes de coopération internationaux des politiques nationales et régionales visant à permettre à tous, dans nos pays, de se relier à l'Internet, ce qui suppose une baisse des coûts de connexion internationaux;
- **Sécurité** sur l'Internet: la question de la sécurité est essentielle non seulement pour la stabilité du réseau et son développement, mais aussi pour que dans nos pays les utilisateurs se sentent en confiance et prennent l'habitude d'utiliser l'Internet, notamment pour le commerce électronique. Cette évolution contribuera à la réalisation des objectifs en matière d'accès, de sorte à parvenir à la masse critique qui fera baisser les prix d'accès dans nos pays. Il importe aussi à cet égard d'aligner les politiques aux niveaux national et régional.
- **Diversité**: La diversité si elle est respectée, permettra de faciliter le développement de l'Internet en Afrique, à savoir que le contenu doit *être en rapport avec les préoccupations locales* et qu'il doit être **multilingue** compte tenu du grand nombre de langues vernaculaires en Afrique.
- **Ouverture** de l'Internet, c'est-à-dire accès aux connaissances et libre circulation de l'information au service du développement humain.

Recommandons

- Que les pays africains inscrivent la gouvernance de l'Internet dans les processus nationaux d'élaboration des mécanismes, politiques et plans d'action relatifs aux technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement.
- Que les pays africains et les organismes africains compétents participent davantage et de façon réelle aux activités et aux décisions ayant trait à l'Internet, aux niveaux international et régional. Cela suppose qu'au niveau national on prête suffisamment attention à ces questions et que les organisations de développement régionales et internationales apportent un soutien accru, de manière que l'Afrique ait une présence réelle (présence physique et capacités accrues) aux manifestations organisées sur ces questions.
- Que l'on s'efforce de développer des solutions et des installations techniques qui permettront de réduire la fuite de capitaux liés à l'utilisation de l'Internet, et de développer le trafic Internet intrarégional en Afrique. Il s'agit, en particulier, de promouvoir les noms de domaine de premier niveau correspondant à des codes de pays (*ccTLD*), les copies de serveurs de premier niveau (*root servers*) et les points d'interconnexion Internet (IXP).

- Que la CEA crée un mécanisme de renforcement des capacités dans les pays d'Afrique s'agissant de la redélégation des ccTLD.
- Que le CEA mette en place un mécanisme destiné à faciliter la coopération entre les pays d'Afrique concernant la gouvernance de l'Internet.
- Que l'on développe les organisations techniques compétentes existant en Afrique, comme AfriNIC, afNOG et afREN, et que l'on fasse en sorte qu'elles contribuent à renforcer les capacités en Afrique à tous les niveaux.
- Que l'on encourage l'utilisation par les organisations, les entreprises et les usagers africains le nom du domaine « .africa » ou d'un nom équivalent.
- Que la CEA et d'autres partenaires apportent un appui à l'organisation régulière de stages de formation à l'intention des décideurs, y compris à la formation de formateurs.

Recommande en outre

Que les experts africains – techniciens, universitaires, professionnels, décideurs, législateurs, entrepreneurs et usagers – coopèrent étroitement dans le cadre d'un mécanisme qui permette le un large échange et un échange effectif, par les moyens de communication électroniques, d'informations, de savoirs, et de connaissances techniques au sujet de la gouvernance de l'Internet; cette collaboration pourrait notamment prendre la forme de groupes de discussion fonctionnant par courriel et réunissant experts et représentants diplomatiques africains dans les pays où une activité importante a lieu dans ce domaine.

Annexe II

Réunion préparatoire africaine du Forum sur la gouvernance de l'Internet

**18 – 21 septembre 2006
Le Caire**

Communiqué final

La réunion préparatoire africaine du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) s'est tenue à l'hôtel Mövenpick, au Caire, du 18 au 21 septembre 2006, en vue de la première réunion du Forum, qui devait avoir lieu à Athènes, du 30 octobre au 2 novembre 2006.

La réunion s'est tenue en deux étapes:

- Le premier jour, les experts ont entendu des exposés de la DiploFoudation sur les aspects diplomatiques de la gouvernance de l'Internet et la question des relations internationales.
- Les deux jours suivants, le Groupe africain s'est réuni pour examiner tout un ensemble de questions d'ordre technique, politique, juridique, social et économique ayant trait à la gouvernance de l'Internet, ainsi que pour réfléchir à la structure, à l'organisation, au mandat et aux perspectives du Forum.

Les participants ont rappelé les engagements pris et les positions adoptées par l'Afrique et dans le cadre du Sommet mondial sur la société de l'information, et concernant la gouvernance de l'Internet et qui sont exprimés dans les Engagements d'Accra, la Déclaration de Dakar, ainsi que dans les conclusions des deux phases du Sommet;

Ils ont en outre rappelé que l'Afrique s'était engagée à appliquer le Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir, adopté sous les auspices de l'Union africaine, ainsi que d'autres projets et programmes adoptés par les pays africains concernant la société de l'information;

Ils ont pris acte du stage de formation Diplo/UNECA (Diplo/CEA) sur la gouvernance de l'Internet, organisé à l'intention des décideurs, à Addis-Abeba, du 2 au 6 juillet 2006. Le stage avait permis de faire le tour des besoins concrets des pays africains concernant la gouvernance de l'Internet. Il y avait été relevé que jusqu'à présent les pays africains avaient peu participé à l'évolution, à la gestion et à la gouvernance de l'Internet et que les ressources dont ils disposaient à cette fin étaient très limitées, en particulier par rapport à d'autres régions. Il avait été recommandé que les organisations régionales et internationales de développement apportent un soutien accru de manière que l'Afrique ait une présence réelle (présence physique et capacités accrues) aux manifestations organisées sur ces questions et que la CEA et d'autres partenaires organisent régulièrement des programmes de formation sur ces questions à l'intention des décideurs (y compris la formation de formateurs).

Les participants, ayant examiné un certain nombre de questions d'ordre technique, politique, juridique, social et économique ayant trait à la gouvernance de l'Internet, en préparation de la première réunion du Forum sur la gouvernance de l'Internet devant se tenir à Athènes, du 30 octobre au 2 novembre 2006;

1. **Reconnaissent** le rôle essentiel que jouent l'Internet et la gouvernance de l'Internet pour le développement, en particulier en Afrique, du fait qu'il contribue à la création d'un environnement favorable au développement et, partant, à la réalisation de tous les objectifs des pays africains, dont les OMD;
2. **Réaffirment** que l'Internet est devenu un instrument de dimension mondiale accessible à l'ensemble du public et que la question de sa gouvernance doit être un élément central de la société de l'information. L'Internet doit être géré, au niveau international, de façon multilatérale, transparente et démocratique et toutes les parties prenantes - gouvernements, secteur privé, société civile, organisations internationales, universitaires, professionnels, particuliers - doivent être pleinement associées à sa gestion. L'Internet doit être géré de telle sorte qu'une répartition équitable des ressources soit assurée, que tous aient facilement accès à l'Internet, que celui-ci fonctionne de façon stable et sûre et que le multilinguisme soit respectée;
3. **Prennent acte** des conclusions des deux phases du Sommet mondial sur la société de l'information, et en particulier de la création du Forum sur la gouvernance de l'Internet;
4. **Prennent en considération** les travaux du Groupe consultatif du Forum, créé par le Secrétaire général;
5. **Réaffirment les engagements** qui ont été pris et les positions qui ont été adoptées, tels qu'énoncés dans les Engagements d'Accra, la Déclaration de Dakar, l'Agenda de Tunis pour la société de l'information et l'Engagement de Tunis;
6. **Réaffirment également l'engagement** qui a été pris d'appliquer le Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir, adopté sous les auspices de l'Union africain, ainsi que d'autres projets et programmes adoptés par les pays africains concernant la société de l'information;
7. **Notent** que jusqu'à présent les pays africains se sont peu engagés dans l'évolution, la gestion et la gouvernance de l'Internet, et y ont consacré peu de ressources en particulier par rapport à d'autres régions;
8. **Conviennent de souligner l'importance des points suivants:**

a) **Renforcement des capacités** à tous les niveaux: techniciens, universitaires, professionnels, décideurs, législateurs, entrepreneurs et usagers et médias; il s'agit de mettre à profit les compétences et les ressources nationales et régionales, avec l'appui des organisations internationales et des organismes de développement, comme souligné dans l'Agenda de Tunis, et

aussi d'encourager les centres de recherche africains à prendre une part active à la réflexion mondiale sur la gouvernance de l'Internet.

b) **Accès** sans exclusive à l'Internet grâce à et des mécanismes de coopération internationaux des politiques nationales et régionales visant à permettre à tous, dans nos pays, de se relier à l'Internet, ce qui suppose une baisse des coûts de connexion internationaux;

c) **Sécurité** sur l'Internet: la question de la sécurité est essentielle non seulement pour la stabilité du réseau et son développement, mais aussi pour que les utilisateurs se sentent en confiance et pour développer les services sur l'Internet dans nos pays en particulier le commerce électronique. Cette évolution peut aussi favoriser l'accès, de sorte à parvenir à la masse critique qui fera baisser les prix dans nos pays. Il importe aussi à cet égard d'aligner les politiques aux niveaux national et régional.

d) **Diversité**: La diversité, si elle est respectée, permettra de faciliter la pénétration de l'Internet en Afrique et de promouvoir la participation, ainsi que le développement de contenus d'intérêt local. Ainsi, des progrès pourront être faits sur les plans suivants: prise en compte des intérêts de l'Afrique, développement du **multilinguisme**, compte tenu du grand nombre de langues en Afrique, et coordination des initiatives relatives aux noms de domaine en Afrique, ceci avec l'appui de l'Académie africaine des Langues (ACALAN) et de l'UNESCO et conformément à l'Agenda de Tunis pour la société de l'information;

e) **Ouverture** de l'Internet, c'est-à-dire accès aux connaissances et libre circulation de l'information au service du développement humain en Afrique, doit être le maître mot. Les régimes relatifs aux droits de propriété intellectuelle ne doivent pas empêcher la libre circulation de l'information et l'accès au savoir sur l'Internet.

9. **Recommandent ce qui suit:**

a) Qu'un Forum africain sur la gouvernance de l'Internet se tienne chaque année sous les auspices de la Conférence ministérielle africaine sur les technologies de l'information et de la communication, avec l'appui de la CEA et de la Commission de l'Union africaine;

b) Que les pays africains inscrivent la gouvernance de l'Internet dans les processus nationaux d'élaboration des mécanismes, politiques et plans d'action relatifs aux technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement;

c) Que soit encouragée une participation active de l'Afrique, dont toutes les parties prenantes, au Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI);

d) Que les pays africains créent des équipes de travail spéciales regroupant diverses parties prenantes et mettent en place des stratégies nationales relatives à la gouvernance de l'Internet;

e) Que les délégués africains, les membres de la société civile, le secteur privé, les universitaires, les professionnels et autres intéressés, y compris des particuliers, participent

effectivement aux manifestations et aux décisions, internationales et régionales, ayant trait à l'Internet, et que les femmes soient encouragées à participer. Cela suppose qu'au niveau national on prête suffisamment attention à ces questions et que les organisations de développement régionales et internationales apportent un soutien accru, de manière que l'Afrique ait une présence réelle (présence physique et capacités accrues) aux manifestations organisées sur ces questions;

f) Que l'on s'efforce de développer des solutions et des installations techniques qui permettront de réduire la fuite de capitaux liés à l'utilisation de l'Internet, et de développer le trafic Internet intrarégional en Afrique. Il s'agit, en particulier, d'agir dans les domaines suivants: enregistrement de noms de domaine de premier niveau correspondant à des codes de pays (*ccTLD*), copies de serveurs de premier niveau (*root servers*), points d'interconnexion Internet (IXP) et le contenu en tant que moyen d'encourager l'utilisation d'Internet;

g) Que la CEA crée un mécanisme de renforcement des capacités dans les pays d'Afrique s'agissant de la gestion et de la redélégation des *ccTLD*. L'*afTLD* devrait constituer à cet égard une ressource précieuse;

h) Que soit mis en place, dans le cadre de la Conférence ministérielle africaine sur les TIC, un mécanisme destiné à faciliter la coopération entre les pays d'Afrique concernant la gouvernance de l'Internet, et notamment la participation des délégués africains, de membres de la société civile, du secteur privé et d'autres intéressés au FGI et au Forum africain sur la gouvernance de l'Internet;

i) Que l'on renforce les organisations techniques compétentes existant en Afrique, comme AfriNIC, afNOG et afREN, et que l'on fasse en sorte qu'elles contribuent à renforcer les capacités en Afrique, à tous les niveaux;

j) Que « .africa » soit établi en tant que nom de domaine régional utilisé par les organisations, les entreprises et les usagers africains;

k) Qu'une réunion, à laquelle participeraient toutes les parties africaines intéressées, soit organisée sous les auspices d'ACALAN pour examiner les questions relatives à l'utilisation des langues africaines dans le cyberspace.

10. *Recommandent en outre ce qui suit:*

a) L'Afrique devrait adopter une approche globale et unifiée et un plan d'action clairement défini face aux problèmes communs qui se poseront à l'avenir en ce qui concerne la gouvernance de l'Internet (sécurité, ouverture, coût de la connexion internationale, échanges de poste à poste, etc.);

b) Les experts et les décideurs africains et d'autres intéressés, devraient être encouragés à collaborer étroitement et à coordonner leurs actions, par la voie de discussions libres faisant appel à divers outils de communication électronique, afin de favoriser un véritable échange d'informations, de savoirs et de connaissances techniques;

- c) Des groupes de discussion par voie électronique, qui rassembleraient des experts, des décideurs et des représentants diplomatiques africains, devraient être créés;
- d) Il faudrait assurer la libre circulation de l'information et un accès équitable à celle-ci.

Le présent communiqué sera remis au Président de la Conférence des ministres africains responsables des technologies de l'information et de la communication.

Annexe III

Liste des critères de sélection et de suivi des projets relevant du Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir

Critères	Observations
Politique globale	Engagement de l'Afrique en ce qui concerne les décisions internationales (conclusions du Sommet mondial sur la société de l'information, etc.)
«Piliers» du Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir	Le projet répond-il aux préoccupations exprimées dans le Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir ?
Impact régional	Le projet a-t-il une valeur ajoutée: <ul style="list-style-type: none"> • Au niveau sous-régional ? • Au niveau régional ?
Contribution du projet aux objectifs locaux et au développement socio-économique local	<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs du Gouvernement • Influence et impact escomptés sur le mode de gouvernement (qualité de la cybergouvernance locale, transparence, consultations, participation de groupes délaissés, degré d'autonomie, etc.) • Contribution au développement économique et social et accent mis sur les OMD et les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) • Développement durable et protection de l'environnement
Approche participative à l'élaboration du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance du contexte • Participation des parties prenantes aux consultations • Sensibilisation • Expérience des mesures du projet
Critères de suivi	Observations
Économie	<ul style="list-style-type: none"> • Rendement • Viabilité économique • Coût • Existence d'un marché • Modèle de fonctionnement viable • Engagement
Questions techniques et fonctionnalités	<ul style="list-style-type: none"> • Plate-forme technologique (connexion sans fil, solution à faible coût, logiciels libres, technologie de marque, etc.) • Normes et interopérabilité • Convergence des technologies • Contenu local et langues
Mise en valeur des ressources humaines	Promotion des compétences locales et développement des capacités de production

Gestion des risques et du changement	<ul style="list-style-type: none"> • Les pratiques et les mentalités locales sont-elles suffisamment adaptées et sont-elles suffisamment en accord l'une avec l'autre pour que le projet puisse être mis en œuvre ? • Le projet peut-il survivre à l'évolution de la gouvernance et autres
Possibilité de reproduire le projet et adaptabilité	Le projet peut-il être reproduit en Afrique ou ailleurs et est-il adaptable ?
Communication	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement de rapports • Diffusion • Popularisation
	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un réseau d'experts • Informations en retour de la part de ceux qui exécutent le projet et des parties prenantes • Mise en place de mécanismes de contrôle et d'évaluation • Organisation de séminaires et d'atelier pour faire le point du projet